

Le PS bruxellois veut un Pacte d'excellence sur mesure

ÉCOLE La régionale espère que les réformes tiendront compte des spécificités de la capitale

Le Pacte d'excellence est encore en couveuse. Au printemps, les partenaires (syndicats, pouvoirs organisateurs, experts...) ont déposé une centaine de propositions. Le gouvernement de la Communauté française va devoir faire le tri, écarter ce qui est impayable et agencer les mesures dans le temps.

Le PS bruxellois a décidé de donner de la voix avant que l'exécutif francophone prenne ses décisions. « L'enseignement connaît des difficultés, émet Caroline Désir, députée PS à la Région bruxelloise et à la Communauté. Mais Bruxelles est le miroir grossissant de ces difficultés. La capitale concentre les problèmes - c'est la porte d'entrée de l'immigration, la pauvreté y est plus massive qu'ailleurs, le décrochage y est plus élevé qu'ailleurs, etc. Le Pacte, nous le soutenons d'autant plus que Bruxelles en a vraiment besoin ! »

Les Bruxellois du PS formulent cinq demandes.

Des places ! La première n'est pas vraiment liée au Pacte. C'est un préalable. « Avec le boom démographique, la pénurie de places s'aggrave, surtout au secondaire, dit Caroline Désir. Nous tirons la sonnette d'alarme - d'ici à 2022, il faut créer 2.700 places au primaire, 8.800

places au secondaire. Et à ce défi, il faut des réponses multiples et originales. »

Originales ? « Une commune, seule, n'est pas capable de créer une école. Il faut encourager les PO mixtes impliquant plusieurs acteurs - communes, Communauté, etc. » Autre chose : à Bruxelles, au secondaire, on compte mille places inoccupées - les parents n'en veulent pas. « Il faut se mobiliser pour les rendre attractives. Là, on n'avance pas. On ne travaille pas là-dessus - ça ne va pas ! »

Tous en maternelle. Le Pacte d'excellence doit, pour le PS bruxellois, baisser l'âge de la scolarité obligatoire. « Certes, 97 % des gosses fréquentent le maternel. Mais beaucoup d'enfants inscrits sont très irréguliers. Dans cette ville marquée par la pauvreté, la fréquentation obligatoire du maternel est un moyen de lutter contre les inégalités le plus tôt possible. Ceux qui ne vont pas en maternelle, ou qui le fréquentent de façon trop irrégulière, ils se cassent la figure plus tard. »

Apprendre le français. Bruxelles se singularise par une grande diversité linguistique. Le PS demande que le Pacte amplifie les dispositifs d'accueil des enfants qui ne maîtrisent pas le français. « Aujourd'hui, tout est insuffisant ! »

Ecole (vraiment) gratuite. Le Pacte d'excellence doit viser une (vraie) gratuité de l'école. « En Wallonie, le taux de pauvreté infantile est de 25 %. A Bruxelles, on est à 40 %. C'est un énorme problème : pour nombre d'enfants, les frais scolaires restent trop lourds. D'autre part, il faudrait pouvoir offrir aux enfants une heure d'étude dirigée gratuite. »

Lutter contre l'échec. Les élèves à indice socioéconomique faible sont surreprésentés dans les statistiques de redoublement, de décrochage, de sortie de l'école sans diplôme, etc. Autant dire que, vu son taux de pauvreté, Bruxelles additionne les mauvais bulletins. Pour le PS de la capitale, le Pacte d'excellence doit s'attaquer vigoureusement à tous les facteurs qui favorisent l'échec. Il doit singulièrement allonger le tronc commun de façon à ce que les élèves choisissent leur filière (générale, technique, professionnelle) non pas en fin de 2^e secondaire, mais en fin de 3^e année, étant entendu qu'une orientation précoce est source de choix mal pensés et, in fine, d'échecs. « Pour nous, l'allongement du tronc commun est un must. Si on ne le fait pas, on aura raté le Pacte ! » ■

PIERRE BOUILLON